



Par le docteur Jean-Claude PEREZ,

L'HISTRIONISME GAULLISTE 4

« histrionisme : attitude théâtraliste en relation avec une pathologie profonde, durable et invalidante du cerveau et de la conscience¹. »

Le *must* actuel : refuser de voir la responsabilité de De Gaulle dans l'épanouissement des *crispations confessionnelles*, un facteur dominant d'involution économique et sociale en France.

.... *« il s'est assis là, grand-mère..... »*

« Le Djihad était, et reste un moyen de rallier les Arabes et les Musulmans ».
Qui a écrit cela ?

Le roi Hussein de Jordanie.

Si nous comprenons, sans esprit malveillant cette citation du sympathique monarque jordanien, on peut enregistrer que « *le combat* » reste le « *moyen* », le « *seul moyen* », de rallier les Arabes et les Musulmans.

Mais comment ne pas relever, en passant, une scission terminologique opérée par sa majesté Hussein, entre Arabes et Musulmans ? Serait-ce la manifestation d'une volonté d'indépendance à l'égard de l'enseignement du 3^{ème} calife, Othman, qui au VII^{ème} siècle imposa la langue arabe littéraire à tous les musulmans pour évoquer le message divin. Message divin dont le rasoul, Mohamed, fut destinataire par l'intermédiaire de Djibril, l'archange Gabriel ? Par la volonté du 3^{ème} calife, c'est-à-dire l'utilisation exclusive de la langue arabe littéraire, la notion *d'arabe* semble avoir été extirpée de toute considération géographique. Est Arabe celui qui croit dans le message du Rasoul et qui l'exprime comme Othman l'a ordonné, en langue arabe littéraire. La phénoménologie arabe est ainsi née au VII^{ème} siècle. Elle identifie comme Arabes tous ceux qui se rallient au message du Guerrier de Yatrib, c'est-à-dire du guerrier de Médine, deuxième ville sainte de l'islam après la Mecque. Elle confère par ce procédé « *califal* » une nationalité universelle à ceux qui adhèrent à ce message. C'est la umma, la nation arabe universelle.

J'avais rappelé, il y a approximativement 9 ans, une citation d'Alexis de Tocqueville. Dans « Les Souvenirs » cet ancien ministre des Affaires Etrangères a écrit :

« J'ai vécu avec des gens de lettres, qui ont écrit l'histoire sans se mêler aux affaires, et avec des hommes politiques, qui ne sont jamais occupés qu'à produire les événements sans les décrire. J'ai toujours remarqué que les premiers voyaient partout des causes générales, tandis que les autres, vivant au milieu du décousu des faits journaliers, se figuraient volontiers que tout devait être attribué à des incidents particuliers, et que les petits ressorts qu'ils faisaient sans cesse jouer dans leurs mains étaient les mêmes que ceux qui font remuer le monde. Il est à croire que les uns et les autres se trompent ».

J'ai personnellement extirpé une double conclusion de cette citation :

- ceux qui ont « vécu » l'histoire, ceux qui se sont situés au cœur des événements, c'est-à-dire ceux qui les ont « produits » en jouant leur confort, leur liberté, leur réputation et leur vie, ne méritent aucune considération. Y compris dans l'éventualité exceptionnelle certes, où ils ont participé à la genèse de ces mêmes événements ;
- les « gens de lettres » c'est-à-dire les historiens, les commentateurs, les chroniqueurs et les doctorants qui relatent ces mêmes événements, mais qui ne se sont pas « mêlés » aux affaires et qui évidemment ne les ont pas « produites », ne réunissent pas, eux non plus, les vertus qui les rendraient dignes de confiance.

Je me permets naïvement de poser la question suivante : à qui faire confiance ?

Je vais tenter de répondre à cette interrogation en vous livrant quelques réflexions.

Beaucoup de mes correspondants m'ont alerté sur le danger de la personnalisation de mes études. Le « je » leur paraît inutile. Pour certains, il est même insupportable. Les anecdotes personnelles, les sentiments éprouvés, n'ont aucune importance à leurs yeux. Seule doit compter la « connaissance » : celle qu'il faut transmettre sinon comme une vérité définitivement établie, du moins comme une hypothèse scientifique, c'est-à-dire une matière première parmi d'autres, indispensable à l'élaboration constante de cette vérité. (1)

Je leur réponds que nous, parmi les très rares, qui avons « fait » l'événement soit en y participant, soit en le créant parfois, il est très difficile de prévoir l'utilisation que pourront faire de nos relations et études, ceux que notre histoire intéressent. Il m'arrive certes de donner une interprétation souvent très personnelle, pas forcément flatteuse des événements auxquels je me suis trouvé intimement impliqué. Je n'en éprouve pas moins le besoin de comparer mon information à ce qu'écrivent « les uns et les autres ». Ces « gens de lettres »

auxquels Tocqueville fait référence. C'est-à-dire les historiens, les mémorialistes qui nous livrent leurs comptes-rendus historiques ou leurs thèses mais qui, dans leur immense majorité, n'ont pas produit l'évènement.

Très souvent on perçoit que certains sont motivés par la volonté très sélective d'attirer l'attention sur telles ou telles périodes, sur tels ou tels drames. On découvre alors, en arrière-fond, un sentiment préalable qui fait en réalité de « l'historien » soit un accusateur, soit un avocat.

La mort de l'Algérie française, l'histoire de l'OAS, l'histoire de l'Algérie française, la décolonisation, les guerres dites de « libération », l'exode du peuple pied-noir, le génocide prévu et raté des Pieds-Noirs, voilà autant de thèmes historiques sur lesquels on ne dispose d'aucun écrit objectif. Cette page d'histoire reste très largement encore, l'objet d'un environnement fait d'hostilité, parfois d'anathème et plus généralement, d'incompréhension. On oublie de souligner le drame constant qu'elle ne peut éviter de ranimer. Un drame riche d'une charge émotionnelle intrinsèque, vivace, que nos enfants et surtout nos petits enfants n'arrivent pas à imaginer. N'arrivent pas à comprendre. Ils nous considèrent avec un étonnement pas forcément poli, pas forcément sympathique, quand ils nous découvrent dévorés de l'avidité d'expliquer ce que fut cet épisode tragique et passionnant de notre vie. Ils ont la possibilité néanmoins de prendre connaissance, avec une désinvolture incompréhensible, de toute une somme d'informations stockées grâce à l'informatique moderne. Mais ils ont beau surfer sur le web, il n'en reste pas moins vrai que le fondement des vérités qu'ils découvrent se situent :

- dans le « vécu par d'autres » des drames de l'Algérie française,
- dans des écrits émanant d'auteurs qui se sont impliqués dans ce drame comme votre serviteur,
- mais aussi dans l'interprétation que certains doctorants et historiens modernes, un peu vautours, en ont donnée en fonction de leurs convictions, ou plutôt de leur volonté sournoise de porter atteinte à la réputation de ceux qui ont produit l'évènement.

Au moment de l'effort, je n'hésite pas cependant à ouvrir le livre de mes propres souvenirs et de vous livrer mes connaissances. C'est-à-dire les événements que j'ai vécus, que j'ai produits, que j'ai subis, enrichis de l'énorme capital de réflexions qu'ils ont provoquées. Dans la perspective de formuler une saine relation de mon propre vécu, *« je me rappelle alors tout ce que les autres ont dit, tout ce que j'ai lu, et j'y ajoute tout ce qui sort de mon fonds qui est en ce genre, d'une fécondité surprenante »*.⁽²⁾

Nous, Français d'Algérie, n'avons pas été ménagés. Nous en avons d'abord pris sur la joue droite. Nous n'avons pas eu le temps de présenter la joue gauche. Ils nous l'ont balafrée tout de suite, sans aucune considération. Le peuple pied-noir qui exaltait avec conviction et exigence sa qualité de Français,

qui prétendait défendre une terre française, l'Algérie, fut traité d'une manière infâme.

Ce terme de « pied-noir », personnellement, je ne l'avais jamais utilisé avant 1955. Avant le 21 août 1955. J'ai beau fouiller dans les profondeurs de ma mémoire, on ne m'avait jamais traité de pied-noir avant cette date.

Pourquoi le 21 août 1955 ?

Parce que c'est le lendemain du drame du 20 août 1955.

Lorsqu'il m'arrive d'évoquer le combat « Algérie française » et le combat de l'OAS, je ne suis pas animé comme le dirait Alain Peyrefitte d'un « éthos de partisan nostalgique du passé, de l'éthos d'un passé revanchard ». Je crois tout au contraire être animé, comme je l'ai manifesté à maintes reprises, « *d'un éthos de lucidité géopolitique qui me confirme à chaque instant que le combat « Algérie française », que le combat de l'OAS fut un combat non pas « de la fin », mais un combat « de la fin du commencement ».*

Je veux dire, aujourd'hui encore, que nous avons livré là-bas, jusqu'en 1962, un combat annonciateur des confrontations qui vont se révéler inévitables en Europe, en Asie, en Afrique et même « *ailleurs* ».

Confrontations dont on peut dire qu'elles seront actualisées par l'histoire contemporaine à partir de 2014.

2014 s'annonce comme une année de phénomènes déstabilisants auxquels va se soumettre l'Occident cette année-là. Par l'abandon de nos positions militaires, instables et inconfortables certes, que nous occupons encore en Afghanistan. Ces phénomènes ne se traduiront pas dans un premier temps par une expression *explosive*, mais plutôt par une évolution qui traduira le départ d'un processus de soumission de l'Occident chrétien à la pression arabo-islamiste, le nouveau conquérant.

Dans cette perspective, il est difficile de ne pas se référer à la Conférence de Bandoeng (ou Bandung). De souligner par cette évocation à quel point le comportement des complices actifs et passifs de la mort de la France en Algérie, ainsi que celui des laudateurs entêtés du décisionnaire de la mort de la France sud-méditerranéenne, De Gaulle, s'identifie à un syndrome connu depuis longtemps en psychiatrie : le syndrome de Stockholm.

Ce dernier connaîtra peut-être, dans un avenir très proche, une célébration riche en émotion, comme le ferait un Pierre-Jean de Béranger (3), célèbre chansonnier du XIX^{ème} siècle qui, dans une volonté permanente de glorifier avec nostalgie l'empereur Napoléon 1^{er}, voudrait entretenir chez les Français une admiration béate à l'égard de l'homme de la capitulation d'Evian, du 19 mars 1962. Ils évoqueront peut-être des demeures familiales à l'intérieur desquelles aurait séjourné l'homme de Colombey. Ils contempleront les sièges sur lesquels De Gaulle aurait pris place. Ils demanderont avec émotion « *il s'est assis là grand-mère ?* » frappés d'extase.

L'envoutement gaulliste se manifeste encore aujourd'hui comme un envoutement satanique.

La Conférence de Bandoeng s'est donc déroulée du 18 au 24 avril 1955. Il s'agissait d'une conférence des nations afro-asiatiques, convoquées par les gouvernements de Birmanie, de Ceylan, de l'Inde, de l'Indonésie et du Pakistan. De nombreux pays africains et asiatiques ont été invités à cette conférence. 600 délégués furent reçus par le président indonésien Sukarno. Parmi ceux-ci, des membres du FLN. Au cours de cette conférence, on ne manqua pas de condamner la « *politique colonialiste de la France en Afrique du Nord* ».

J'ai souligné avec force, à maintes reprises, à quel point cette conférence déterminait le FLN à mettre en route une opération d'éclat. Ce fut l'opération déclenchée par Zighout, le 20 août 1955 à Philippeville, El Alia et à Aïn Abid dans le nord-est constantinois.

Cette opération fut évoquée par des auteurs algériens il y a une vingtaine d'années, sous la rubrique de « *l'offensive du 20 août 1955* ». Elle fut décrite comme une opération majeure de la guerre d'Algérie.

Au cours de cette *offensive*, des dizaines de civils français furent massacrés dans un exhibitionnisme de cruauté et de sauvagerie à peine concevable, aujourd'hui encore. Sauvagerie et cruauté illustrées pour l'éternité, par des documents photographiques et médicaux tragiquement expressifs. Sauvagerie et cruauté qui furent mises en route en toute connaissance de cause, par Zighout. Le but de cette sauvagerie opérationnelle était de provoquer une riposte française. Mais une riposte dont le FLN espérait qu'elle fût empreinte, elle-aussi de sauvagerie. Sauvagerie mise en œuvre par les forces de l'ordre et surtout par la collectivité française du littoral philippevillois. Cette riposte se justifiant comme *une fureur défensive, une fureur terroriste réactionnelle*, dont le but à atteindre d'urgence était de mettre une partie du peuple français à l'abri d'*une fureur terroriste offensive*, génératrice de massacres de femmes, d'enfants et de vieillards.

Les historiens, à propos du 20 août 1955 comme d'ailleurs lors de leurs évocations de la guerre d'Algérie, manifestent une volonté de nuire anti-française, constante et permanente et surtout haineuse. Dans leurs commentaires, c'est la France qu'ils veulent insulter, ou plutôt avilir en permanence, dans leurs évocations du drame de l'Algérie française assassinée. Ils exhibent une *hypermnésie obsessionnelle* à l'égard des actes de répressions effectués dans l'urgence, qui ne poursuivaient qu'un seul but : protéger un peuple français sans défense. Dans le même comportement ils exhibent une *amnésie bienveillante* à l'égard des actes sanguinaires du FLN. Actes qui furent à l'origine d'une riposte qui espérait atteindre un seul résultat, « *terroriser la terreur* ».

Jacques Soustelle fut confronté à ces actes de boucherie déclenchés par Zighout. Devant l'horreur des femmes au ventre ouvert, des enfants et nourrissons massacrés, des hommes lynchés, il déclara en substance :

« c'est un véritable génocide qui est mis en œuvre contre les Français d'Algérie ».

Ce ne fut pas le constat d'un crime contre l'humanité. Ce fut bien plus. Ce fut un diagnostic scientifique formulé par un ethnologue de renommée universelle. Il comprit, ce jour-là, que si le peuple français était abandonné à la discrétion du FLN, il connaîtrait les affres d'un génocide systématique.

Contre ce risque de génocide du peuple français d'Algérie, en tant qu'ethnologue ou plutôt en tant que scientifique de l'ethnologie, il proposa une solution définitive : l'intégration.

C'est-à-dire qu'il fallait inscrire en Algérie, la collectivité musulmane dans la collectivité française. Ce qui ne pouvait pas être atteint par une décision administrative ou par un simple décret. L'intégration, hier comme aujourd'hui, impliquait et implique d'une manière irréfutable, une adhésion volontaire de tous les Français au principe de la « *citoyenneté laïque* ». Seule la citoyenneté laïque était en mesure de libérer les Musulmans d'Algérie de l'éthos de crispation confessionnelle, de l'éthos de fanatisme religieux, que le FLN savait mettre en œuvre pour déclencher l'assassinat de la France en Algérie. Il n'existait pas d'intégration possible hier de même qu'aujourd'hui il n'existe pas d'intégration possible, sans une adhésion de tous les Français, de quelque confession qu'ils fussent ou qu'ils soient, à la citoyenneté laïque.

La loi surnoise du 9 décembre 1905, dite de « *séparation des Eglises et de l'Etat* » aurait dû être observée comme elle doit être observée aujourd'hui. C'est une loi qui prétendait et prétend faire fonctionner un état en toute indépendance à l'égard de tous les préceptes religieux.

Une loi à laquelle, en France, le Christianisme et le Judaïsme se sont adaptés depuis plus d'un siècle, sans renier pour autant le fondement dogmatique de leur foi. Les hommes sont faits pour être convaincus et non pas pour être soumis.

Une loi que certains notables de l'islam français considèrent, pour des *raisons sociétales* comme inadaptée au vécu temporel du message divin, tel que l'a reçu Mohamed, par l'intermédiaire de l'archange Gabriel.

Ce qui veut dire, que dans l'éventualité d'une évolution démographique ultérieure, qui révélerait alors une majorité électorale musulmane, en France la loi de 1905 pourrait être abrogée. Ce qui entraînerait la mort de la laïcité en France. Donc la soumission institutionnelle de notre patrie à la Charria.

Voilà ce que nous devons relever comme la conséquence majeure de la volonté partisane de De Gaulle de tuer la France en Algérie. Ils pourront chanter « *il s'est assis là grand-mère !* ». Les massacres sub-sahariens, les conflits raciaux d'Afrique et d'Asie, la mort de la liberté religieuse dans une grande partie du monde, *c'est tout cela et rien que cela* qui résume l'œuvre gaulliste. L'œuvre gaulliste accomplie à partir du 19 mars 1962.

Par cette offensive du 20 août 1955, les assassins de Philippeville, d'Aïn Abid, d'El Alia et d'ailleurs, ont exprimé d'une manière spectaculaire, leur

appui à l'intervention de la délégation du FLN à la Conférence de Bandoeng en 1955.

Ce que l'on oublie de souligner c'est que la Conférence de Bandoeng avait bénéficié d'un appui financier et militaire que les USA avaient octroyé à plus de 20 pays participant à cette conférence. Cette volonté américaine était conforme à la politique de Franklin Roosevelt. Celui-ci l'avait exprimée en janvier 1943 à la conférence de Casablanca. Au cours de cette conférence, Roosevelt subordonna la livraison d'armes à l'armée française, qui s'apprêtait à s'engager dans le combat libérateur de la France, à l'acceptation par la France de renoncer à son empire après la victoire sur le IIIème Reich. Le Général De Gaulle s'est soumis à la volonté rooseveltienne. Le général Giraud refusa de se soumettre. Il sortit en claquant la porte. Roosevelt bénéficia de l'approbation servile de De Gaulle, il est nécessaire de le rappeler.

Celui-ci dès 1943, dès la conférence de Casablanca, continua de se soumettre historiquement aux exigences du capitalisme financier international. « *Le délestage économique du débouché colonial* » dans le but d'augmenter la valeur ajoutée des capitaux investis. Ce délestage s'identifiait à ce que De Gaulle et Tricot évoquaient par le terme de « *grand renouvellement* ». Un grand renouvellement qu'il est facile de constater aujourd'hui, quotidiennement, en terme de fiascos économiques, de drames socio-familiaux en France et de désastres humanitaires multiples et répétés dans le monde.

Comment s'est ancrée, chez De Gaulle, cette obsession de tuer la France en Algérie ?

Tout d'abord, à travers une vie normale, banale même jusqu'à la guerre de 1914-1918. Jusqu'à sa reddition aux Allemands en 1916, lors de la bataille de Verdun.

Un contact fut établi alors dans un offlag, avec des compagnons d'infortune. Des hommes parfois exceptionnels comme Toukhatchevski (4), des hommes qui éveillèrent chez lui un désir forcené : celui de développer une technique de « singularisation ». Une singularisation réfléchie, planifiée qui, la première guerre mondiale terminée, lui commanda et lui permit en même temps de s'extraire de l'anonymat par quelque moyen que ce fût.

Il s'attacha à se faire connaître. Alors qu'il était encore capitaine, il se mit au service littéraire de son ancien premier chef de corps à Arras, devenu le général Pétain. Celui-ci était animé de la volonté de publier un livre à la gloire du *Soldat*.

Le capitaine De Gaulle ne manqua pas de prendre ombrage de quelques observations techniques exprimées par son ancien patron. Celui-ci tenait à obtenir une rédaction de son livre qui fût conforme à une perspective qui ne semblait pas convenir à celui qui collaborait à cet ouvrage. Une collaboration qui s'effectuait dans des conditions telles qu'elle semblait, selon De Gaulle, le confiner dans un rôle de « nègre littéraire ». Était-ce la vérité ?

Voilà ce que semble avoir ressenti le capitaine De Gaulle lors de cette collaboration littéraire qui s'était mise en œuvre bien après le traité de Versailles. Il s'en suivit un « froid ». Avec une rancune ressentie et entretenue par celui qui considérait déjà comme un crime contre l'intelligence que l'on ne retînt pas ses idées et ses suggestions comme indiscutables. Comme recevables, à la manière de vérités émanant d'un oracle inspiré, ou plutôt mandaté par Dieu. Une rancune tenace contre le vieux et prestigieux guerrier semble avoir été nourrie par le capitaine-écrivain dès cette époque.

Il évolua dès lors, en toute autonomie dans la perspective d'atteindre un résultat: que l'on parlât de lui.

Il finit par atteindre ce but, par l'intermédiaire d'une expression savamment rédigée de ses « idées » d'avant-garde, sur la conduite future de la guerre moderne. Idées qu'il avait découvertes toutes décrites par d'autres auteurs comme le général Revers. Il se fit un nom.

Il devint, tout logiquement, l'objet d'une attention particulière des chasseurs de têtes de la synarchie.

Pendant la seconde guerre mondiale, il fut *extirpé* de la hiérarchie traditionnelle militaire par la maîtresse de Paul Reynaud, le dernier Président du Conseil de la IIIème République. Albert Lebrun, rappelons-le, occupait le poste de Président de la République. Il s'agissait de la comtesse de Porte, mise en action par la synarchie. Elle exigea de son amant, Paul Reynaud, qu'il nommât le colonel De Gaulle, aux fonctions de sous-secrétaire d'Etat à la guerre. Elle le fit élever au grade de général de brigade, mais comme l'écrit Paul Reynaud dans « *Mémoires d'un Président* », « ... général, oui, mais à titre temporaire ».

Affecté à ce poste ministériel, il obtint avant tout d'être affranchi de l'autorité du général Weygand, le nouveau commandant en chef de l'armée française. Auparavant, il avait manifesté, *par écrit*, à Paul Reynaud toute son entière approbation emphatique et sans réserve, des opérations déclenchées par celui-ci au début de la campagne catastrophique du printemps 1940 en Belgique.

Il fut affecté par Paul Reynaud, ultérieurement, à des fonctions décisives pour sa carrière. Décisives aussi pour le malheur de la France. Il devint l'officier de liaison entre Paul Reynaud et Winston Churchill, à partir de Bordeaux, où s'était replié le gouvernement français à la suite du désastre opérationnel qui se déroulait sur le territoire de la patrie.

Il effectua deux voyages à Londres.

Le premier, le 9 juin 1940. C'était dans le but d'obtenir de Churchill, à la demande de Paul Reynaud, l'appui des escadrilles de la RAF en France. Churchill refusa. Que répondit De Gaulle à ce refus de Churchill ?

« *Je crois que vous avez tout à fait raison* ».

C'est ce qui est écrit dans les « *Mémoires de guerre* » de Winston Churchill.

Que pouvait signifier cette réponse de De Gaulle, formulée le 9 juin 1940 ? Une seule chose.

Elle signifiait que De Gaulle considérait le 9 juin 1940, que le combat ne pouvait plus être poursuivi en France. Que pouvait faire le maréchal Pétain devant le drame que vivait la mère-patrie, consécutif pour une grande part à la conduite désastreuse des opérations déclenchées par Gamelin et Paul Reynaud ? Opérations qui avaient reçu l'approbation enthousiaste du nouveau sous-secrétaire d'Etat à la guerre, le général à titre temporaire De Gaulle ?

Poursuivre un combat désespéré aurait eu pour résultat d'aboutir à une capitulation et non à un armistice. La destruction totale de notre armée. Cinq millions de prisonniers dans les camps. Un gauleiter en France. Et surtout l'armée allemande victorieuse, déployée tout le long de la chaîne pyrénéenne au contact de l'Espagne franquiste.

Que risquait-il de se passer alors ? Que se confirmât une crainte.

La crainte de Franco, de Pétain et de Samuel Hoare (5), était que la contagion de l'enthousiasme militaire allemand se communiquât *aux faucons* des forces franquistes. Ceux-ci, sous l'effet de la récente victoire franquiste, aspiraient à entraîner l'entrée en guerre de l'Espagne avec la prise immédiate et inéluctable de Gibraltar par les troupes de l'armée espagnole renforcée par l'aviation, les blindés et des spécialistes de l'armée allemande.

Gibraltar, *les Thermopyles* de l'empire britannique.

Gibraltar, la clef de la Méditerranée à l'ouest.

L'armistice obtenu par Pétain le 24 juin, illustre en réalité, dans la logique la plus absolue, la première et décisive défaite stratégique d'Adolphe Hitler. C'est une vérité que personne ne veut enregistrer et exprimer... bien évidemment.

Franco et Pétain furent donc les premiers vainqueurs de l'Allemagne, ce jour-là. Car tout le flanc sud, le flanc méditerranéen du potentiel de guerre allemand s'exposa dès lors aux futures offensives alliées.

Churchill, et manifestement De Gaulle, avaient enregistré que plus rien n'était possible sur le sol français considéré comme un territoire opérationnel.

Le résultat n° 1 de l'armistice du 24 juin 1940, un résultat d'intérêt stratégique majeur pour la suite de la guerre, fut l'arrêt des chars victorieux de Guderian, loin de la frontière espagnole.

De Gaulle revint donc en France *après avoir approuvé la volonté de Churchill de ne plus faire stationner les escadrilles de la RAF sur le sol français.*

Paul Reynaud démissionna entre temps. Il s'apprêta à rejoindre Londres. C'est alors que sa maîtresse, la Comtesse de Porte, celle qui fit la carrière de De Gaulle, réussit à le convaincre de rejoindre Marseille pour s'embarquer vers l'Algérie. Catastrophe ! Un accident dans la région de Béziers. La comtesse est tuée. Paul Reynaud est blessé et ne peut plus voyager.

Le vieux maréchal constitua un gouvernement. De Gaulle n'y fut pas intégré et reçut l'ordre de se mettre à la disposition du commandement de l'armée française.

« *Je fous le camp à Londres* » déclara De Gaulle.

C'était le 17 juin, sous la pression du général Spears, l'homme de Churchill. A partir de cette décision, il laissa se manifester verbalement toute sa rancune contre ceux qui n'avaient pas voulu de lui, dans le nouveau gouvernement français, dont il aurait voulu faire partie, quoi que l'on puisse en dire et en écrire, aujourd'hui encore.

En 1942, se déroula l'opération du 8 novembre. Les forces alliées débarquèrent en AFN. Au Maroc, dans l'Ouest algérien et à Alger tout particulièrement.

Un complot était prêt pour faciliter cette opération « Torch », envisagée et surtout attendue depuis des mois par le général Mast, commandant en second du 19^{ème} Corps d'armée à Alger, en accord total avec le général Verneau, chef d'Etat-Major de l'armée de l'armistice.

Les deux hommes s'étaient rencontrés deux mois auparavant. Ou plutôt, le général Verneau avait rencontré le colonel Raymond, commandant le 45^{ème} Régiment de Transmissions situé à Maison-Carrée à l'Est d'Alger. Le colonel Raymond était chargé d'une mission ultra-confidentielle de liaison par le général Mast. Celui-ci fit savoir au général Verneau, par l'intermédiaire du colonel Raymond, que « *tout était prêt à Alger* » pour recevoir un débarquement allié. La rencontre entre Verneau et Raymond, l'envoyé de Mast, s'est effectuée à Etroussat, une petite ville de l'Allier, très proche de Vichy. Dans la maison familiale du colonel Raymond.

Le général Giraud qui était l'âme militaire de cette conjuration, n'a pas cru devoir s'affirmer comme le seul patron désormais, des forces françaises d'AFN. Il n'a pas su imposer avec autorité, aux complices gaullistes du 8 novembre 1942, d'obéir aux ordres du commandant en chef qu'il était. C'était en commissaire politique qu'il aurait dû agir, et non en général d'armée respectueux de la tradition militaire.

Mal aidé par l'amiral Darlan, qui hésitait à prendre des décisions radicales, il laissa un complot gaulliste se développer. Ce complot aboutit à l'assassinat de Darlan, et à la prise en main du destin de l'AFN par De Gaulle. En quelques mois. Grâce à des complices mal informés qui jouèrent un jeu qui se révéla plus tard mortel pour l'Algérie française. Parmi ces complices on retient les noms de l'abbé Cordier, de Rosfelder, de Jean Brune, du comte de Paris, d'Astier de la Vigerie, de Faivre, et d'autres encore.

Dès sa prise du pouvoir, De Gaulle prit des décisions qui furent mortelles pour la France en Algérie.

Messali Hadj, condamné à une lourde peine de travaux forcés, fut libéré sur ordre de Giraud qui dut se soumettre à l'exigence de Robert Murphy, *le représentant personnel de Roosevelt en AFN*. De Gaulle alla plus loin encore : il autorisa le PPA(5), un parti qui avait été interdit en 1939 pour complicité avec les

services secrets militaires allemands dès le début de la seconde guerre mondiale, à se réinstaller à Alger, sous l'autorité de Messali dont on oublia sa complicité avec le capitaine Reiser.

Il donna son feu vert à la réinstallation du PCA en Algérie. Parti Communiste Algérien qui avait été interdit dès le début de la guerre pour atteinte à la sûreté de l'Etat.

En tant que Président de l'exécutif provisoire, il donna l'autorisation à l'Association des ouléma interdite en 1939, de se reconstituer.

Contre l'avis du général Giraud, il donna son accord pour que le Manifeste Algérien de Ferhat Abbas, servît de structure de rassemblement de tous les partis et formations ennemis de la France, dans une seule association : l'AML.

L'AML, c'est-à-dire l'association des Amis du Manifeste de la Liberté. L'AML, la structure-mère des forces ennemies de la France en Algérie à partir de laquelle naquit le FLN en 1954.

Avec les dirigeants suivants :

- Messali : le PPA
- Ouezeguène : le PCA
- Ibrahim Bachir : l'association des Oulémas
- Ferhat Abbas : fondateur du Manifeste Algérien de la Liberté

On comprend pourquoi Ferhat Abbas se crut autorisé, en 1956, à déclarer qu'il bénéficiait de *l'appui du plus prestigieux des Français*, pour être accepté par l'organisation extérieure de la rébellion algérienne. C'est une page d'histoire que nous connaissons bien. Je m'y suis consacré personnellement, comme beaucoup d'autres, dans mes livres et études.

Pour comprendre le comportement total de De Gaulle, à l'égard de l'Algérie, il est difficile de faire l'impasse sur le chemin que De Gaulle avait parcouru entre temps.

Chef du gouvernement en 1946, il s'était dérobé devant la pression communiste. Il quitta le pouvoir, abandonnant la France au risque d'être dirigée par un pouvoir communiste. Les communistes semblèrent ne pas avoir eu les moyens et surtout le cran de prendre le pouvoir dans des conditions particulièrement favorables pourtant.

Une constitution fut votée en 1946. Celle de la IVème République. Il y fut inscrit que *les départements français d'Algérie faisaient partie intégrante des territoires de la République française* ». Mais rien d'efficace ne fut entrepris contre la conjuration anti-française qui se développa et s'implanta en Algérie, après les agressions sanguinaires anti-françaises du 8 mai 1945. Celles de Sétif et de Guelma.

La guerre d'Algérie se déclencha en 1954, officiellement. Quatre ans plus tard, nos hommes politiques, des faillis perpétuels de la politique, eurent recours sous la pression du peuple d'Alger à un appel adressé à *l'homme providentiel* !

L'homme qui allait imposer enfin une conduite victorieuse de la guerre contre les ennemis de la France en Algérie !

Le 13 mai 1958 arrive !

Puis la constitution de la Vème République après le référendum du 28 septembre 1958. Référendum maudit à l'origine, en Algérie, de la mort de la France Sud-Méditerranéenne. De la victoire du néant au sein de nombreux états africains.

De Gaulle, dans la perspective planifiée d'un retour à l'avant-scène politique, avait mis en place auparavant un cabinet privé, dirigé par Georges Pompidou, fondé de pouvoir de la Banque Rothschild.

On avait oublié en 1958 à Alger, que De Gaulle avait reçu dès la fin de l'année 1942, l'appui d'un potentat du monde politico-financier, Rothschild. C'était à l'occasion d'un article signé *Rothschild*, publié aux USA, évoqué par Paul Reynaud dans son livre. Un article qui reprochait au général Giraud de ne pas avoir immédiatement *abrogé l'abrogation du décret Crémieux*.

A cette époque, en 1942 à Alger, attaquer Giraud c'était faire la promotion de De Gaulle. C'était investir celui-ci de tous les pouvoirs à Alger. La promotion de De Gaulle est toujours restée liée à ce groupe philosophico-politico-économique par l'intermédiaire de son chef de cabinet privé, Pompidou, fondé de pouvoir de la banque Rothschild, rappelons-le.

Lorsque De Gaulle prit le pouvoir à partir d'Alger, il intervint comme un chargé de mission du capitalisme financier moderne qui voulait mettre en œuvre le *délestage économique du débouché algérien*. Le débouché algérien, en tant que débouché économique n'était pas nié par les gaullistes. Mais ils estimaient que l'on pouvait espérer une meilleure valeur ajoutée en se débarrassant de la population algérienne, de la charge sociale, sanitaire et humanitaire du peuple indigène d'Algérie.

« On veut bien exploiter vos richesses, votre sous-sol, disposer de vos immenses territoires, mais vous, les peuples, sortez de notre monde et vivez désormais, soignez-vous désormais, par vos propres moyens ».

C'est schématique, je vous le concède, mais c'est le seul but que prétendait atteindre De Gaulle. Se défaire du peuple algérien qu'il méprisait. Plus tard, lors de la conclusion des accords d'Evian, il déclara à Joxe, en substance : *« alors, vous en avez fini avec vos bicots ? »*

Un rejet raciste du peuple musulman d'Alger, c'est une des motivations fondamentales de la décolonisation à laquelle applaudissent ceux qui sont encore soumis béatement à l'histrionisme gaulliste.

« il s'est assis là, grand-mère »

Quand on prend soin d'observer une carte de l'Algérie, comme celle que je vous propose,



on est frappé par le nombre et l'importance des pays et nations frontaliers de cet immense territoire. A part le Maroc, tous ces pays, du Mali à la Tunisie et à la Lybie, vivent de sérieux problèmes internes, parfois dramatiques, qui comportent un risque : générer un jour un mouvement subversif et invasif, qui débordera sur l'Europe.

Une tête de pont de grand luxe est déjà ouverte sur le territoire français. L'arabo-islamiste fondamentaliste s'y exprime aujourd'hui à travers une volonté de conquête, par le moyen d'un bouleversement de nos institutions qui favoriserait, espère-t-il, l'universalisation de son expression temporelle et politique de la foi en Dieu.

Le gaullisme offrit à cette subversion à la fois invasive ou plutôt envahissante, une merveilleuse tête de pont, répétons-le, la France. Le fondamentalisme

islamiste s'y exprime par des exigences dangereuses pour la communauté de Français, majoritaires encore, qui ne sont pas musulmans. La perspective d'une remise en question de la loi du 9 décembre 1905, envisagée par des notables de l'islam en France, l'affranchissement des musulmans à l'égard du code de la laïcité, semblent illustrer historiquement la réalisation de la prédiction de Larbi Ben M'hidi faite en 1957 :

« *Vous voulez la France de Dunkerque à Tamanrasset,
je vous prédis moi, que vous aurez l'Algérie de Tamanrasset à Dunkerque* ».

Et pourtant il y a un demi-siècle encore, vivaient au sud de la Méditerranée, prêts à se déployer dans l'avenir 15 départements français. Prolongés par l'immensité rayonnante du Sahara, ils constituaient en réalité, mais avec un potentiel d'évolution inouï, une continuité charnelle entre l'Europe et l'Afrique.

L'Algérie française s'identifiait avant tout à un « glaci ». Un glaci vigoureusement polarisé vers le sud. Un glaci facilitateur de communication et de dialogues. Un glaci générateur de progrès et de développement. Créateur dans un futur proche d'une harmonisation ethno-culturelle entre l'Occident et le monde musulman. C'est à cette harmonisation que nous avons renoncé.

Le monde musulman a sa place en Occident. Insistons : comme le christianisme, comme la religion juive, l'islam a sa place en Occident. Oui nous le confirmons. Toute sa place, mais nous ajoutons : *et seulement* sa place.

Le 1^{er} novembre 1954 s'est réactivée là-bas la nouvelle Révolution Mondiale.. Elle s'est poursuivie, il y a quelques années à Manhattan, à Washington, à Londres, à Moscou, à Bali et ailleurs.

Comme au moment de la mort de l'Algérie française, nous vivons actuellement une époque bien particulière : l'époque des enlèvements. L'ère des prédateurs intégristes est désormais ouverte.

« *Katlan n'sarra !* »

« *Tuez les chrétiens !* »

Une certitude : l'actuelle évolution ethno-religieuse de la situation mondiale est une conséquence de la mort de l'Algérie française. L'Algérie française : c'était une continuité entre notre monde et un autre monde. Sa mort historique eut pour conséquence de limiter géographiquement et humainement l'influence spirituelle et morale de l'Occident. C'est sans doute ce que Tricot, Brouillet et d'autres en attendaient comme « *renouvellement* ». *Le grand renouvellement* dont le monde serait bénéficiaire grâce à De Gaulle, si l'on en croit encore ceux qui restent obsessionnellement victimes d'un histrionisme gaulliste incompréhensible. De l'Afghanistan au Moyen-Orient, de l'Afrique aux banlieues françaises, une anti-France, un anti-Occident est en train de prendre place dans la structure du monde moderne.

Beaucoup d'évènements doivent être précisés si l'on veut comprendre ce que nous avons vécu. Ou plutôt ce que nous avons connu, si nous voulons éviter de « *porter un fez* » (7) sur nos têtes de Marseille à Dunkerque, Roubaix, Bruxelles, Amsterdam et plus loin encore. Il nous faut savoir. Nous avons le temps. Des *Poitiers, réels cette fois*, des batailles d'Acroïnum, des combats de Lépante et autres seront peut-être nécessaires. C'est à nous qui avons défendu l'intégration grâce à la sécularisation de l'islam, qu'incombe la recherche des moyens d'éviter de nouveaux combats.

Avant tout il nous faut comprendre au mieux ce que fut l'action algérienne du général De Gaulle. Une action algérienne qui s'est étalée dans le temps mais qui s'est concentrée sur l'Algérie, comme si une volonté satanique exigeait de lui la mort de l'Algérie française.

Pour parvenir à une bonne compréhension de la volonté gaulliste de tuer la France sud-méditerranéenne, il nous faudra étudier encore une fois comment il organisa *la fausse affaire Si Salah* en 1959-1960.

Il nous faut rappeler comment le 13 mai 1958 signifie avant tout la conclusion d'une conjuration entre De Gaulle et Bourguiba pour faire prendre le pouvoir en France par l'homme de Colombey, en organisant la fausse affaire de Sakiet-Sidi Youcef.

Il nous faudra exposer aussi pourquoi il était important pour De Gaulle de provoquer des tueries de Français en décembre 1960, lors de son voyage en Algérie. C'était dans le but d'effacer dans les mémoires l'image des enthousiasmes franco-musulmans que nous avons connus, et que le monde a connus après le 13 mai 1958 jusqu'à la naissance de la Vème République.

Il nous faudra comprendre aussi comment De Gaulle est apparu comme un gêneur, incapable et incompetent, par ceux-là même qui l'avaient mis en place. Ceux que j'appelle « *pompidoliens* » et que par discrétion, ou plutôt par timidité, je n'ose pas appeler « *les rothschildiens* ». Ce sont eux qui, après l'avoir utilisé, l'ont fait tomber dans le piège du référendum d'avril 1969.

Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est la vérité historique suivante : c'est le peuple français, par le moyen du suffrage universel, qui fut chargé de faire chuter De Gaulle en 1969.

Les laudateurs et promoteurs actuels de la décolonisation oublient de souligner que l'agent d'exécution suprême de l'abandon de l'Algérie était en réalité animé d'un racisme à la fois total et puéril.

Dans le livre d'Alain Peyrefitte, « *C'était De Gaulle* », auquel j'ai fait référence à maintes reprises dans mes différents ouvrages, j'ai relevé à l'instar de mon camarade et frère d'armes Davezac de Toulouse, des propos tenus par le « *vaincu de la guerre d'Algérie* », Charles De Gaulle :

« *Vouloir que toutes les populations d'Outre-mer jouissent des mêmes droits sociaux, d'un niveau de vie égal, ça voudrait dire que le nôtre serait abaissé de moitié. Qui y est prêt ? Alors puisque*

nous ne pouvons pas leur offrir l'égalité ! Bye, bye, vous nous coûtez trop cher !

C'est très bien qu'il y ait des Français jaunes, des Français noirs, des Français bruns. Ils montrent que la France est ouverte à toutes les races et qu'elle a une vocation universelle. Mais à condition qu'ils restent une petite minorité. Sinon la France ne serait plus la France. Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne ».

Si quelqu'un aujourd'hui, avide d'exalter le « nouvel essor du monde méditerranéen attribué à De Gaulle », tenait de pareils propos, il serait accusé de proférer un discours blasphématoire. Il serait rangé dans la catégorie des criminels contre l'humanité pour incitation à la haine raciale.

Ce qu'il faut retenir de cette citation rapportée par Peyrefitte, c'est en réalité un double constat : De Gaulle était animé avant tout d'une détermination raciste dans sa volonté de tuer la France en Algérie.

Il a provoqué cependant un résultat radicalement opposé à celui qu'il semblait rechercher.

Car la France aujourd'hui subit une invasion idéologique de la part d'une collectivité musulmane qui, le plus souvent, se considère en France comme évoluant sur le territoire d'un pays vaincu. Il ne faut pas oublier, et tant pis pour ceux qui ne l'acceptent pas, que les accords d'Evian signifient historiquement une défaite subie par la France décérébrée par le gaullisme, devant l'arabo-islamisme fondamentaliste.

La « certaine idée » que De Gaulle s'est faite de la France, n'a pas retenu et encore moins prévu cette pression ethno-religieuse que notre pays doit affronter. Pression parvenue au point que l'on évoque tout banalement, dans un avenir pas très lointain, des réformes législatives qui réduiront à un néant historique, le dogme de la laïcité. Par conséquent, le principe de la liberté religieuse. Cette laïcité est remise en cause par certains hommes politiques qui stigmatisent par-dessus tout la « *laïcité versus catholique* ». Contre laquelle ils préconisent ou espèrent une nouvelle révolution de 1789. Oui, des hommes, nous l'avons déjà souligné dans une étude précédente, qui envisagent comme possibles et peut-être souhaitables, « *de nouveaux massacres de septembre* ».

De Gaulle, en réalité, semblait aveuglé par son mépris racial à l'égard des Français d'Outre-mer. Les « *lointains* » qui avaient l'audace, d'après lui, de chanter la France, de chanter la mère-patrie. « *Nous, les Africains* », les « *biens-loin* », il n'en veut pas. Il les abandonne volontiers à un massacre éventuellement et sereinement accepté.

Les incertitudes ethno-sociales, humaines et économiques que nous connaissons en France, c'est à De Gaulle que nous les devons avant tout. C'est la raison pour laquelle par respect des fonctions qui furent les miennes, lors du

combat de l'OAS, comme lors des opérations antérieures, je me crois autorisé à vous exprimer au mieux possible, la signification historique de ce que j'appelle avec conviction « l'histrionisme gaulliste ».

Mes chers correspondants, mes chers camarades, la fin de l'année approche.

Arrive 2014. L'année du centième anniversaire d'une première hécatombe européenne. Du sacrifice d'une jeunesse merveilleuse de l'Atlantique à l'Oural. Je ne résiste pas à une pulsion. Rappeler quelques lignes que j'avais écrites dans de mon troisième livre « *Vérité tentaculaires sur l'OAS et la guerre d'Algérie* ».

« A Berlin, le 5 août 1914, l'ancien chancelier du Reich, le prince Bulow court à la chancellerie. Il tient à rencontrer son successeur, Bethmann-Hollveg. Tout essoufflé, il est reçu sur le champ. Il réajuste son monocle. Puis, figé dans un garde-à-vous impeccable, au milieu de ses halètements de vieillard oppressé mais dans un merveilleux élan de lucidité géopolitique, il réussit à formuler cette interrogation, ô combien pleine de génie, au chef de l'Etat prussien :

- Dites-moi ! Comment cela est-il arrivé ?

Et son interlocuteur, grand responsable de la politique du Reich allemand de lui répondre dans un trait de clairvoyance historique qui atteint des sommets :

Ah, si on savait ! »

Si on savait ... voilà le genre de question idiote, inepte, dégradante. Je me la suis posée des milliers de fois à propos de la mort de l'Algérie française. Jusqu'au jour où, après avoir enterré ma timidité, j'ai pris une décision : celle de ne pas mourir idiot ou du moins, totalement ignorant à propos de ce suicide partiel ou plutôt de cette euthanasie fragmentaire de notre patrie : l'assassinat de la province française d'Algérie. La sécession des départements français d'Algérie.

Par ces études que je vous adresse périodiquement, je nourris une ambition constante : participer à la transmission d'un message. Celui d'un combat qui s'est déclenché à partir du combat pour l'Algérie française. Parce qu'il s'agit d'un combat qui s'inscrit dans la continuité. Ce combat n'est pas fini, c'est exactement ce que je veux dire.

Je le fais, dépourvu de toute ambition personnelle. Comme l'écrit Cervantes « *sans crainte du malheur, sans espérance de gloire* ».

J'ai besoin de vos encouragements. A part cela,
« *non...., rien de rien, ... je n'ai besoin de rien !* ».

Nice,

novembre 2013

(Prochaine étude en février 2014 : « L'histrionisme 5 »

-
- (1) j'évoque mon livre « L'ISLAMISME DANS LA GUERRE D'ALGERIE » dont les références vous sont communiquées à la fin de l'article
 - (2) Diderot, « *LE NEVEU DE RAMEAU* » *référence mille fois citée évidemment*
 - (3) Pierre-Jean de Béranger : chansonnier du XIXème siècle, chantre de l'empereur Napoléon 1^{er}
« *Parlez-nous de lui grand-mère* ».
 - (4) Toukhatchevski Mickhail Nicolaievitch, futur maréchal fusillé en 1937 par Staline.
 - (5) Homme d'état britannique, spécialiste de l'aviation, qui a occupé en 1940 les fonctions d'ambassadeur de Grande Bretagne à Madrid
 - (6) PPA : Parti du Peuple Algérien
 - (7) Allusion à une réflexion malheureuse de Massu lorsqu'il évoquait l'avenir des Pied-Noir en Algérie indépendante.

ⁱ Histrionisme : cette définition est une définition médicale. Car depuis 20 ans au moins, en médecine on refuse d'employer le terme d'hystérie. Ce terme a été remplacé par histrionisme. La définition que je vous propose est une définition d'un aspect majeur de l'hystérie.

BIBLIOGRAPHIE

L'assassinat de l'Algérie française, terreau de la conquête islamiste actuelle. 2012

Un des livres du cinquantenaire, à lire et à faire lire.

L'islamisme dans la guerre d'Algérie

Logique de la Nouvelle Révolution Mondiale, 2004

Le sang d'Algérie

Histoire d'une trahison permanente, 2006 ; 2^e édition

Debout dans ma mémoire

Tourments et tribulations d'un réprouvé de l'Algérie française, 2006 ; 2^e édition

Vérités tentaculaires sur l'OAS et la guerre d'Algérie

Stratégies et tactiques, 2006 ; 2^e Edition

Attaques et Contre-attaques

Vérités tentaculaires sur l'OAS et la guerre d'Algérie II, 2008

Editions Dualpha

Boite 37

16 bis rue d'Odessa

75014 PARIS

Tel. : 09 52 95 13 34 - Fax : 09 57 95 13 34

Mail : infos@dualpha.com

Site internet : www.dualpha.com

Vous pouvez prendre connaissance des deux interview accordées par Jean-Claude PEREZ :

- la première à Monsieur Olivier CAZEAUX : sur Internet tapez « OAS, le docteur PEREZ parle » ;

- la seconde, à Monsieur BESSOU dans le cadre de la préparation d'un film. Monsieur BESSOU a livré à Jean-Claude PEREZ tout le matériel de son exposé visible sur le site www.jean-claude-argenti-sauvain.com.